

**« L'Amérique latine est la chasse
gardée des États-Unis. »**

*Nous considérons que toute tentative
de l'Europe en vue d'étendre son système à quelque fraction
que ce soit de cet hémisphère serait dangereuse
pour notre paix et notre sécurité.*

Discours du président James Monroe en 1823

La doctrine de ce président républicain des États-Unis d'Amérique, rendue en partie par l'expression « l'Amérique aux Américains », prévoit la surveillance et la défense du continent sud-américain face aux prétentions territoriales des Européens. Cette déclaration de solidarité anti-européenne pose les fondements du panaméricanisme en déclarant que l'Amérique latine constitue « l'espace réservé » des États-Unis. Soixante ans plus tard, leur décollage économique et l'achèvement de la conquête de l'Ouest les forcent à trouver de nouveaux débouchés géographiquement proches. Une ère de domination économique, militaire et politique s'ouvre alors pour l'Amérique latine. L'intervention américaine à Cuba en 1898 le démontre parfaitement. En effet, l'invasion de l'île, alors en proie à sa seconde guerre d'indépendance contre l'Empire espagnol, s'inscrit dans une logique commerciale. Le « colosse du Nord », plus que libérer Cuba du joug espagnol, souhaite asseoir son pouvoir économique sur un État qui représente à cette époque plus de 7 % de ses échanges commerciaux. L'action militaire américaine aboutit à la signature du traité de Paris du 10 décembre 1898 qui reconnaît l'indépendance de Cuba. Cependant, l'amendement Platt (1903), du nom du sénateur du Connecticut l'ayant fait adopter par le gouvernement

américain, place l'île sous la tutelle des États-Unis. Cette liberté conditionnelle autorise l'intervention des *marines* en cas de désordre politique. En 1913, le président Wilson déclare que les États-Unis ne reconnaissent pas un pouvoir non issu d'élections démocratiques. Sa doctrine justifie les nombreuses interventions effectuées en Amérique latine par les États-Unis durant sa présidence : en 1914 au Mexique, en Haïti en 1915, à Saint-Domingue en 1916. De 1898 à 1933, les États-Unis interviennent militairement à vingt-cinq reprises en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Plus tard, la guerre froide sert de prétexte au messianisme musclé nord-américain. En effet, l'Amérique latine devient objet de convoitises et terrain de lutte entre les deux grands que sont l'URSS et les États-Unis. La doctrine de l'endiguement mise en place par le président nord-américain Truman consiste à contenir l'expansion communiste. Cette idéologie légitime le coup d'État organisé par la CIA au Guatemala en 1954 qui renversa le gouvernement d'Arbenz, supposé marxiste, ou encore le soutien militaire accordé aux Contras du Nicaragua, guérilla opposée au gouvernement sandiniste dans les années quatre-vingt. De plus, en avril 1961, les États-Unis envoient des mercenaires cubains entraînés par la CIA dans la baie des cochons pour renverser le nouveau gouvernement communiste de Fidel Castro. L'interventionnisme nord-américain ne s'arrête pas là : l'« Alliance pour le progrès » mise en place en 1961 par le président Kennedy, n'est dans le fond qu'une stratégie déployée pour protéger l'hémisphère de l'expansion communiste. Celle-ci propose une aide sociale aux pays sud-américains à la condition que ces derniers possèdent des cadres institutionnels démocratiques. L'hégémonie nord-américaine durant cette période se traduit par la ratification de deux alliances avec les États d'Amérique latine : le pacte militaire du

TIAR (Traité interaméricain d'assistance réciproque) de 1947, relatif à la défense mutuelle et celui de l'OEA (Organisation des États américains, 1948). Cette dernière est considérée par Castro comme le « ministère des Colonies » de l'hyperpuissance américaine. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, les États-Unis soutiennent de nombreux régimes autoritaires. Dans les années soixante-dix, ils vont même jusqu'à dispenser des cours de tortu reaux juntes militaires gouvernant au Chili, en Argentine, au Paraguay, en Bolivie et en Uruguay dans le cadre de l'opération Condor. Au plan économique, le néo-impérialisme pratiqué par les États-Unis pour s'imposer sur un « empire perdu » se reflète dans le consensus de Washington apparu en 1989. Ce dernier consiste en un amalgame de mesures recommandées aux économies d'Amérique latine pour rembourser leur dette extérieure résultant de la crise d'hyperinflation de la « décennie perdue » des années quatre-vingt. Dans le cadre de la mondialisation, le « Géant » impose son hégémonie et maintient les pays d'Amérique latine dépendants de son économie en multipliant les traités bilatéraux comme celui signé avec le Chili en juin 2003, avec la République dominicaine et l'Amérique centrale en 2005, ou encore en novembre 2006 avec la Colombie. Ces traités compensent l'échec du projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), que les trente-quatre pays du continent (tous sauf Cuba) devaient inaugurer en 2005. Sous l'égide du Venezuela, une Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) s'organise pour s'opposer à l'impérialisme des États-Unis. Cependant, la domination américaine était déjà critiquée auparavant, comme le souligne l'existence de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine datant de 1923. Son fondateur, Víctor Raúl Haya de la Torre, prônait l'union politique de l'Amérique latine et

appelait à la contestation de la suprématie nord-américaine. En parallèle, avec notamment Rafael Correa (Équateur, 2006), Daniel Ortega (Nicaragua, 2007) ou encore Hugo Chávez (Venezuela, 1999), l'arrivée au pouvoir de présidents de gauche en Amérique latine depuis le début des années 2000 a contribué à l'affaiblissement de la puissance nord-américaine dans le continent. Hugo Chávez s'est notamment singularisé par ses diatribes contre la puissance nord-américaine. Le 20 septembre 2006, lors d'un discours à l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, il qualifie le président Bush de « menteur » et de « tyran ». En septembre 2008, il exige le renvoi de l'ambassadeur des États-Unis à Caracas car il soupçonne ce pays de manigancer un complot contre lui et déclare : « Allez vous faire voir, *yankees* de merde ! » En vue de former une force de cohésion latino-américaine et une démarcation face à l'Amérique du Nord, les États d'Amérique latine créent des institutions comme la banque de développement Banco del Sur. Cet organisme, qui s'inscrit dans la même politique anti-impérialiste, regroupe le Venezuela, l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, l'Équateur, le Paraguay et l'Uruguay. Il se pose comme une alternative au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, et représente un grand pas vers l'indépendance économique de l'Amérique latine. En parallèle, depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, Washington a tendance à se tourner vers le Proche-Orient, et semble laisser de côté la zone latino-américaine. L'arrivée à la Maison Blanche du président Barack Obama porte l'espoir d'une nouvelle ère fondée sur l'aide au développement des pays d'Amérique du Sud. Ainsi, bien qu'historiquement l'Amérique latine se profilât comme étant la « chasse gardée » des États-Unis, des voix s'élèvent pour mettre un terme définitif à cette position de faiblesse.